



Informations sur les caractéristiques environnementales et sociales du contrat PER Responsable et Solidaire

RÉSUMÉ

MAIF VIE intègre systématiquement l'évaluation des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans l'analyse des investissements liés aux engagements sur le contrat PER Responsable et Solidaire¹.

Pour ce faire, MAIF VIE s'appuie sur une équipe d'analystes dédiés, qui étudient la contribution au développement durable de chaque investissement par le biais de différents moyens (agences de notation extra-financière, bases de données, revues de presse, envoi de questionnaires et échanges directs avec les entreprises et les sociétés de gestion) et appliquent les critères d'investissement responsable du groupe MAIF. L'objectif est triple :

1. Identifier les investissements qui présentent un risque financier en raison de leur mauvaise intégration des préoccupations sociales et environnementales actuelles.
2. Limiter l'impact négatif des investissements sur les êtres humains, l'environnement, la société et l'organisation des entreprises².
3. Orienter les investissements vers des projets ou des entreprises qui contribuent positivement au développement durable, conformément à la mission que s'est fixée MAIF VIE.

Au regard de ce triple objectif, le contrat PER Responsable et Solidaire promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure³ »).

En particulier, MAIF VIE prend systématiquement en considération les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la sélection et l'analyse des investissements réalisés pour le fonds en euros du PER Responsable et Solidaire.

Par ailleurs, 100 % des supports en unités de compte proposées par le contrat PER Responsable et Solidaire sont labellisés ISR⁴ (Investissement Socialement Responsable), Finansol ou Greenfin et font la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales, ou ont pour objectif de réaliser des investissements durables au sens de l'article 2 Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (Règlement SFDR).

SANS OBJECTIF D'INVESTISSEMENT DURABLE

Ce produit financier promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. En effet, le contrat PER Responsable et Solidaire n'a pas pour objectif de réaliser l'intégralité de ses investissements dans des activités qui contribuent à un objectif environnemental ou social au sens du Règlement SFDR. En revanche, une partie des investissements des unités de compte finance des activités qui contribuent à un objectif durable environnemental ou social, comme décrit ci-après.

1. Le rapport ESG et Climat de MAIF VIE, publié conformément à l'article 29 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 (Loi Énergie et Climat), est disponible sur la page internet suivante : [Rapports ESG et climat - Entreprise MAIF](#).

2. La « Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité » est disponible sur la page internet [Principales-incidences-negatives-facteurs-durabilite-MAIF-VIE-2023.pdf](#).

3. Les politiques relatives à l'intégration des risques en matière de durabilité, publiées conformément au « Règlement Disclosure », sont disponibles sur la page internet suivante : [Politiques-integration-des-risques-en-matiere-durabilite-MAIF-2023.pdf](#).

4. Pour plus d'informations sur le label ISR, voir la page [Label ISR - Pour des placements durables et responsables \(lelabelisr.fr\)](#).

I Informations relatives au fonds en euros

➔ Prise en considération des principales incidences négatives

L'analyse extra-financière réalisée avant chaque investissement du fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire permet également de limiter les incidences négatives des investissements du fonds en euros sur les enjeux environnementaux, sociaux ou relatifs à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Dans le cadre de cette analyse extra-financière préalable à chaque investissement, puis lors du suivi des investissements, les indicateurs concernant les incidences négatives sont pris en considération conformément à la Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité (Principales-incidences-negatives-facteurs-durabilite-MAIF-VIE-2023.pdf).

Lorsque les investissements ont été réalisés via des fonds d'investissement, la considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité dépend de la politique définie par chaque fonds.

I Informations relatives aux unités de compte

Toutes les unités de compte proposées par le contrat PER Responsable et Solidaire font la promotion, entre autres caractéristiques, de caractéristiques environnementales ou sociales. Il s'agit de fonds « Article 8 » (selon le règlement européen UE/2019/2088), ou « Article 9 ». Ainsi, les unités de compte Insertion Emplois Dynamique, MAIF Actions Climat, MAIF Rendement Vert, Mirova Euro Green & Sustainable Bonds, Perial Euro Carbone, Sycamore Sustainable Tech et Triodos Global Equities Impact Fund ont pour objectif l'investissement durable ou une réduction des émissions de carbone (il s'agit de fonds « Article 9 » selon le règlement européen UE/2019/2088).

Les procédures d'investissement permettant aux sociétés de gestion de s'assurer que les investissements durables de chaque unité de compte ne causent pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social prennent en considération leurs principales incidences négatives sur les enjeux environnementaux, sociaux ou relatifs à la lutte contre la corruption et les actes de corruption et sont conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme. Ces procédures d'investissement sont décrites en annexe du prospectus de chaque unité de compte, disponible sur la page maif.fr/unites-de-compte.

CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES OU SOCIALES DU PRODUIT FINANCIER

Chaque support d'investissement proposé par le contrat PER Responsable et Solidaire dispose de ses propres caractéristiques environnementales et/ou sociales.

I Informations relatives au fonds en euros

Le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire promeut des caractéristiques environnementales et sociales à travers la réalisation d'investissements prenant en considération les pratiques ESG (environnement, social, gouvernance) des entreprises, des institutions publiques ou des projets financés, en lien avec la transition énergétique et écologique, la gestion des ressources humaines, l'impact sociétal des produits et services commercialisés ou encore la gouvernance des entreprises.

La promotion des caractéristiques environnementales et sociales est réalisée sur l'ensemble du fonds en euros qu'il s'agisse des investissements réalisés en direct (dans des obligations d'États ou d'entreprises) ou en gestion déléguée (via des fonds actions, obligataires, immobiliers...).

Le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire ne compare pas ses caractéristiques environnementales et sociales à un indice de référence.

I Informations relatives aux unités de compte

Toutes les unités de compte associées au contrat PER Responsable et Solidaire font la promotion, entre autres caractéristiques, de caractéristiques environnementales ou sociales (fonds « Article 8 » selon le règlement européen UE/2019/2088) ou ont pour objectif l'investissement durable ou une réduction des émissions de carbone (fonds « Article 9 » selon le règlement européen UE/2019/2088).

Vous trouverez en annexe la liste des supports en unité de compte accessibles via le contrat PER Responsable et Solidaire, ainsi que le lien vers la page présentant les « Publications en matière de durabilité » de chaque support.

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

La stratégie d'investissement utilisée pour respecter les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le contrat PER Responsable et Solidaire ainsi que la politique d'évaluation des pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements, dépendent du support d'investissement considéré.

I Informations relatives au fonds en euros

Le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire offre une garantie en capital. La stratégie d'investissement du fonds en euros vise à générer un rendement financier en investissant dans l'économie réelle, en combinant une approche financière et extra-financière, et en apportant un soutien financier de long terme aux entreprises, aux institutions publiques et aux projets (immobiliers ou d'infrastructures) qui prennent en considération les enjeux environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance actuels et futurs. Le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire n'investit pas dans des supports ayant pour objet la spéculation, en particulier sur les matières premières agricoles.

Chaque nouvel investissement réalisé par le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire doit faire l'objet d'une analyse environnementale, sociale et de gouvernance, réalisée par les analystes MAIF.

Lorsque les investissements envisagés ont trait au **financement direct d'entreprises ou d'institutions publiques** à travers l'investissement dans des obligations, les analystes MAIF s'appuient sur les rapports d'analyse détaillés fournis par l'agence de notation extra-financière ISS ESG pour :

- étudier dans quelle mesure les entreprises prennent en considération les enjeux environnementaux (y compris la fixation d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'intensité énergétique), sociaux et de gouvernance;
- identifier comment les entreprises respectent les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme.

En complément, tous les investissements réalisés directement **dans des obligations émises par des institutions publiques ou des entreprises** doivent respecter la politique d'exclusion MAIF, à savoir :

- ne pas financer d'entreprises reconnues coupables de violations d'un ou plusieurs des dix principes du Pacte mondial des Nations unies;
- ne pas financer d'entreprises qui fabriquent des armes;
- ne pas financer d'entreprises du secteur du tabac;
- ne pas financer d'entreprises qui produisent du charbon thermique, qui réalisent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires ou de leur production d'électricité grâce au charbon thermique, qui disposent de plus de 5 gigawatts de capacités installées de production d'électricité à partir de charbon;
- ne pas financer d'entreprises qui réalisent plus de 5 % de leur chiffre d'affaires grâce au pétrole ou qui produisent, grâce aux énergies fossiles non conventionnelles (pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, forage en Arctique, forage en eaux très profondes), plus de 5 % de l'énergie qu'elles commercialisent;
- ne pas financer d'entreprises qui développent de nouveaux projets d'exploration ou de production de pétrole ou de gaz naturel ou de mines, centrales ou infrastructures charbon thermique;
- ne pas financer d'États qui n'ont pas aboli la peine de mort dans leur Constitution;
- ne pas financer des États ne présentant pas un indice de développement humain, retraité des inégalités, parmi les 50 meilleurs au monde;
- ne pas financer d'États qui laissent courir la corruption sur leur territoire;
- ne pas financer d'États au sein desquels la sécurité des citoyens n'est pas assurée.

Le respect, par les entreprises, de bonnes pratiques de gouvernance telles que la présence d'un code d'éthique et la formation des salariés à celui-ci, la présence de membres indépendants au sein du Conseil d'administration ou de surveillance, la séparation des pouvoirs de Présidence du Conseil et Direction Générale, ou encore l'indexation de la rémunération variable des dirigeants sur l'atteinte d'objectifs sociaux ou environnementaux, est analysé par ISS ESG, et restitué aux analystes MAIF sous la forme de notes allant de D- (aucune information ou absence de bonne pratique) à A+ (entreprises conformes aux meilleures pratiques attendues sur le sujet). Les analystes MAIF tiennent compte de ces informations et évaluations, fournies par ISS ESG sur les pratiques de gouvernance communiquées par les entreprises, pour définir leur recommandation d'investissement qui peut être favorable, neutre, défavorable ou veto. Tout nouvel investissement direct dans une entreprise sous le coup d'un veto est interdit.

Lorsque les investissements envisagés concernent des **fonds d'investissement**, les analystes MAIF adressent un questionnaire visant à identifier précisément la démarche de prise en considération des enjeux environnemen-

taux, sociaux et de gouvernance par les fonds avant chaque investissement. MAIF ne réalise pas de nouveaux investissements dans des fonds qui ne prennent pas en considération les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance.

Cette analyse est complétée par un questionnaire de suivi annuel adressé à chaque fonds présent dans le portefeuille d'investissement du fonds en euros, afin de connaître les éventuelles évolutions de la stratégie d'investissement responsable.

Informations relatives aux unités de compte

Les analystes MAIF mènent les mêmes diligences que celles mises en œuvre pour la sélection de fonds d'investissement pour le fonds en euros. Ainsi, un questionnaire d'analyse de la démarche de prise en considération des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance est adressé pour chaque unité de compte. Un questionnaire de suivi annuel permet également de mettre à jour la connaissance de la démarche.

Aussi, la stratégie d'investissement responsable ainsi que la politique d'évaluation des pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements, notamment en ce qui concerne les structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales appliquées par les supports en unités de compte sont propres à chaque unité de compte. Ces informations sont présentées sur les pages internet mentionnées au sein du tableau en annexe.

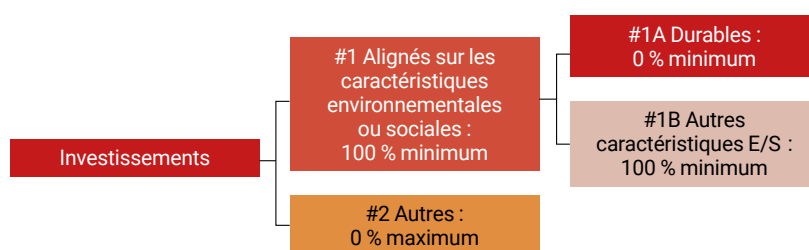
PROPORTION D'INVESTISSEMENTS

L'allocation des actifs financiers est propre à chaque support d'investissement proposé par le contrat PER Responsable et Solidaire : fonds en euros ou unités de compte.

Informations relatives au fonds en euros

La stratégie d'investissement du fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire s'articule autour de différentes classes d'actifs financiers, au sein desquelles les obligations, émises en euros par des institutions publiques ou des entreprises et génératrices d'intérêts, occupent une place centrale. Les actions cotées, les obligations convertibles en actions, la dette privée, le capital investissement, l'immobilier et les infrastructures constituent des classes d'actifs complémentaires permettant de diversifier les risques et les rendements financiers attendus. La répartition entre les différentes classes d'actifs est suivie quotidiennement par les gestionnaires d'actifs financiers MAIF. Elle peut être redéfinie à tout moment en fonction des indicateurs macroéconomiques et financiers.

En complément, la proportion minimale des investissements respectant les caractéristiques environnementales et sociales du fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire est la suivante :



La catégorie **# 1 Alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

Informations relatives aux unités de compte

L'allocation des actifs financiers est définie et adaptée à chaque unité de compte par les sociétés de gestion. Elle est présentée sur les pages internet mentionnées dans le tableau en annexe.

CONTRÔLE DES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES OU SOCIALES

Les procédures de contrôle des caractéristiques environnementales ou sociales des supports d'investissement proposés par le contrat PER Responsable et Solidaire sont adaptées à chaque support.

I Informations relatives au fonds en euros

Les caractéristiques environnementales et sociales promues par le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire sont atteintes grâce à l'application, avant et pendant chaque investissement, de la démarche d'investissement responsable de MAIF VIE⁵.

Conformément au processus d'analyse décrit dans le paragraphe relatif à la « Stratégie d'investissement », les analystes MAIF étudient les enjeux ESG de la décision d'investissement en s'appuyant notamment sur la notation extra-financière ISS ESG et sur les grilles d'exclusion. Cette analyse aboutit à une recommandation d'investissement (ou de non-investissement). Les analyses sont régulièrement mises à jour ainsi qu'à l'occasion de l'identification d'une nouvelle controverse.

Lors d'investissements dans des fonds gérés par des sociétés de gestion externes au groupe MAIF (« gestion déléguée ») :

- les sociétés de gestion sont sélectionnées sur la base de l'alignement de leurs politiques d'intégration des risques de durabilité dans les décisions d'investissement avec les préoccupations et engagements de MAIF VIE;
- le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire n'effectue de nouveaux investissements que dans des fonds qui prennent en considération les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG);

des indicateurs environnementaux et sociaux sont utilisés lors du suivi des investissements. Par exemple, les équipes MAIF vérifient la cohérence entre les indicateurs de reporting fournis par les sociétés de gestion et la thématique ou la stratégie d'investissement des fonds.

Par ailleurs, le contrôle des caractéristiques environnementales et sociales est réalisé à l'aide d'indicateur tel que la part ISR, la part sociale, ou encore la part verte (Cf. *présentation des indicateurs dans le paragraphe « Méthodes applicables aux caractéristiques environnementales ou sociales » ci-dessous*). Ces indicateurs sont suivis chaque mois, sont rapportés à la Direction des investissements et des placements et sont présentés en Comité ISR.

Enfin, ces indicateurs sont présentés dans le rapport ESG et Climat de MAIF VIE et dans la « Déclaration de Performance Extra-Financière », laquelle est audité par un organisme tiers indépendant.

I Informations relatives aux unités de compte

Les procédures de contrôle des caractéristiques environnementales ou sociales sont déterminées par les sociétés de gestion pour chaque unité de compte. Des informations complémentaires sont disponibles sur les pages internet mentionnées au sein du tableau en annexe.

MÉTHODES APPLICABLES AUX CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES OU SOCIALES

I Informations relatives au fonds en euros

L'indicateur de durabilité utilisé pour mesurer la réalisation des caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit financier est la part des investissements qui prend en considération les enjeux environnementaux, sociaux ou de gouvernance (ESG) préalablement aux décisions d'investissement (« part ISR »).

Aussi, malgré l'absence d'objectif d'investissement durable pour le fonds en euros, l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales est mesurée à travers la contribution des investissements à :

- la part sociale : intègre les investissements dans les activités économiques apportant des solutions aux enjeux sociaux ou participant à la transformation juste et durable de notre société, pour autant qu'ils ne causent de préjudice important à aucun objectif environnemental ou social et que les entités bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance;

5. La démarche d'investissement responsable de MAIF VIE est décrite en détail dans le document « Politiques relatives aux risques en matière de durabilité », disponible sur la page entreprise.maif.fr/investissement-responsable.

- la part verte : intègre les investissements dans les activités économiques contribuant à la transition énergétique et écologique selon les critères du label Greenfin⁶ pour autant qu'ils ne causent de préjudice à aucun objectif environnemental ou social et que les entités bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

I Informations relatives aux unités de compte

Chaque société de gestion applique sa propre méthode. Par conséquent, MAIF VIE s'appuie et communique sur les informations publiées et les méthodes appliquées et par les sociétés de gestion.

SOURCES ET TRAITEMENT DES DONNÉES

I Informations relatives au fonds en euros

La politique d'investissement responsable de MAIF VIE encadre les activités d'investissement qui se déploie selon 3 axes : exclusion, sélection des investissements et démarche d'engagement.

S'agissant de la politique d'exclusion, les sources de données sont diverses :

- Concernant les données d'entreprises :
 - utilisation d'une classification sectorielle fournie par ISS ESG : armement, tabac,
 - utilisation d'une liste fournie par ISS ESG et permettant d'identifier les entreprises en lien avec l'industrie de l'armement non conventionnel et controversé,
 - utilisation d'une liste fournie par ISS ESG permettant d'identifier les entreprises contrevenant de manière grave et/ou répétée à l'un ou plusieurs des dix principes du Pacte mondial des Nations unies,
 - utilisation des listes de l'ONG Urgewald recensant les entreprises actives dans le secteur du charbon (Global Coal Exit List) et des autres énergies fossiles (y compris les hydrocarbures non conventionnels) (Global Oil and Gas Exit List),
 - utilisation de la liste de S&P Trucost permettant d'identifier les entreprises actives dans la production d'électricité à partir du charbon et/ou de pétrole, les entreprises actives dans l'industrie du charbon et/ou du pétrole.
- Concernant les données relatives aux États :
 - utilisation de la liste d'Amnesty International recensant les pays qui n'ont pas aboli la peine de mort dans leur Constitution.

En outre, dans le cadre de leur analyse ESG, les analystes MAIF disposent de sources de données multiples :

- Concernant les données d'entreprises :
 - utilisation de la plateforme Orbit de l'agence de notation extra-financière ISS ESG offrant une analyse extra-financière quantitative (notations ESG, score de performance sur différents indicateurs) et qualitative (détails des engagements pris, des mesures en place, commentaires de l'entreprises notée),
 - analyse des déclarations et communications des entreprises ainsi que leurs rapports financiers et extra-financiers,
 - s'agissant spécifiquement de l'analyse Climat, les bases de données d'ISS ESG, SBTi et de S&P Trucost sont utilisées.
- Concernant les données relatives aux États :
 - utilisation de l'indice de corruption issu de la base de données de la Banque mondiale,
 - utilisation de l'indicateur de perception de la corruption émis par l'organisme Transparency International,
 - utilisation de l'indicateur de perception de la sécurité émis par l'OCDE,
 - utilisation de l'indicateur de Développement Humain retraité des inégalités (IDHI).

Les analystes MAIF réalisent également un suivi des controverses afin de mettre à jour leurs analyses ESG. Pour ce faire, ils :

- réalisent une veille quotidienne aux moyens d'articles de presse spécialisée et d'un outil de veille dédié, Factiva,
- consultent le « controversy monitor » accessible sur la plateforme Orbit de l'agence de notation extra-financière ISS ESG.

6. Pour plus d'informations sur le label Greenfin, voir la page Le label Greenfin | Ministères Écologie Énergie Territoires (ecologie.gouv.fr)

Sur la base de ces diverses sources, les analystes MAIF émettent une recommandation d'investissement : un avis ISR.

MAIF VIE s'appuie par ailleurs sur plusieurs éléments dans le cadre du calcul de part verte et de part sociale :

- les rapports d'allocation des obligations vertes, sociales et durables (ou à défaut des cadres d'émission) souscrites en direct;
- les informations transmises annuellement par les sociétés de gestion.

S'agissant de l'analyse climatique et biodiversité des portefeuilles ainsi que de la rédaction des rapports réglementaires (en particulier en réponse à l'article 29 de la Loi Énergie Climat), les sources de données sont diverses :

- Pour les actifs cotés :
 - l'empreinte carbone utilisée est fournie par S&P Trucost,
 - la température de réchauffement induite utilisée est fournie par S&P Trucost pour les entreprises et par Carbon4 Finance pour les États,
 - l'évaluation des risques physiques est fournie par Carbon4 Finance,
 - l'évaluation des risques de transition est fournie par Carbon4 Finance,
 - la part du chiffre d'affaires des entreprises dans les activités liées aux énergies fossiles est fournie par S&P Trucost et complétée par Carbon4 Finance,
 - les indicateurs relatifs à la biodiversité sont fournis par Carbon4 Finance et CDC Biodiversité,
 - les « Principles Adverses Impacts » sont fournis par Clarity AI,
 - les données relatives à la Taxonomie européenne sont fournies par Clarity AI.
- Pour les actifs immobiliers :
 - l'empreinte carbone utilisée est fournie par Carbone 4 Conseil,
 - la température de réchauffement induite utilisée est fournie par Carbone 4 Conseil,
 - l'évaluation des risques physiques est fournie par Carbone 4 Conseil,
 - les indicateurs relatifs à la biodiversité sont fournis par Carbone 4 Conseil et CDC Biodiversité.
- Pour les autres actifs non cotés :
 - l'empreinte carbone utilisée est fournie par les sociétés de gestion.

La donnée est intégrée dans les outils de surveillance et de vérification à disposition des gérants et des analystes.

Des contrôles de cohérence des données sont effectués, notamment pour identifier les variations importantes d'une année sur l'autre. Les changements relevés sont alors comparés avec les publications des entreprises et la documentation publique et peuvent faire l'objet d'échanges avec le management des entreprises concernées et/ou les fournisseurs de données tiers.

Lors du recours à des fournisseurs de données externes, MAIF a conscience qu'en raison d'un manque de disponibilité de l'information ou d'une trop faible maturité de la part de certaines entités/acteurs vis-à-vis d'indicateurs extra-financiers, les fournisseurs de données tiers peuvent recourir à des estimations afin d'accroître leur taux de couverture.

I Informations relatives aux unités de compte

Les sources et méthodes de traitements des données sont déterminées par les sociétés de gestion pour chaque unité de compte. Des informations complémentaires sont disponibles sur les pages internet mentionnées au sein du tableau en annexe.

LIMITES AUX MÉTHODES ET AUX DONNÉES

I Informations relatives au fonds en euros

Les limites méthodologies rencontrées sont liées notamment aux évolutions réglementaires, à la disponibilité et de la fiabilité des données. Ainsi, les méthodologies peuvent évoluer pour tenir compte des améliorations à disposition.

Les informations transmises par les fournisseurs de données sont elles-mêmes dépendantes de la disponibilité, de la fiabilité et de la complétude de la documentation publiée par les entreprises ou organismes bénéficiaires des investissements. Aussi, les émetteurs peuvent utiliser des méthodes de reporting diverses, impactant l'hétérogénéité de la donnée et nécessitant la mise en œuvre de retraitement.

Toutefois, MAIF sélectionne des fournisseurs de données selon la robustesse des méthodes utilisées et les analystes opèrent des contrôles et des études complémentaires permettant de renforcer l'intégrité de l'information.

I Informations relatives aux unités de compte

Les sociétés de gestion sont également confrontées à certains biais méthodologiques et sont en charge du contrôle des données qu'elles transmettent à MAIF VIE.

DILIGENCE RAISONNABLE

I Informations relatives au fonds en euros

Comme précisé au sein du paragraphe « Stratégie d'investissements », des diligences sont menées a priori et a posteriori de chaque investissement (politique d'exclusions, analyse ESG, suivi des controverses, mise à jour des notations ESG).

En outre, lorsque les investissements envisagés concernent des fonds d'investissement, les analystes MAIF adressent un questionnaire visant à identifier précisément la démarche de prise en considération des enjeux ESG par les fonds avant chaque investissement. Également, un questionnaire est adressé annuellement afin d'obtenir des informations précises s'agissant de la prise en compte des caractéristiques ESG par chaque fonds. En parallèle, des conférences et des points téléphoniques réguliers sont organisés afin d'assurer le suivi de la démarche ESG de chaque fonds.

I Informations relatives aux unités de compte

Comme précisé précédemment, les analystes MAIF mènent les mêmes diligences que celles mises en œuvre pour la sélection de fonds d'investissement pour le fonds en euros. Ainsi, un questionnaire d'analyse de la démarche de prise en considération des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance est adressé pour chaque unité de compte. Un questionnaire de suivi annuel permet également de mettre à jour la connaissance de la démarche.

Les diligences raisonnables sont déterminées par les sociétés de gestion pour chaque unité de compte. Des informations complémentaires sont disponibles sur les pages internet mentionnées au sein du tableau en annexe.

POLITIQUES D'ENGAGEMENT

I Informations relatives au fonds en euros

MAIF VIE cherche à influencer sur le modèle économique des entreprises financées directement pour y intégrer des considérations environnementales ou sociales. Les échanges avec les entreprises sont une opportunité pour les sensibiliser aux transitions énergétiques à opérer pour limiter la hausse de la température mondiale sous + 2 °C et au plus proche de + 1,5 °C. Dans le cadre de sa stratégie climat des investissements, MAIF VIE a adopté des mesures pour limiter et réduire l'empreinte carbone de ses investissements. Notamment, à la suite de l'adhésion du groupe MAIF à la Net Zero Asset Owner Alliance (NZAOA) et au vu de son engagement d'alignement, d'ici à 2030, de l'ensemble de ses portefeuilles d'investissement au plus près d'une trajectoire de réchauffement climatique limitée à + 1,5 °C, le groupe MAIF s'est engagé à mener une démarche d'engagement auprès des 20 entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre de son portefeuille obligatoire géré en direct. En particulier, MAIF VIE encourage les entreprises qu'elle finance à réaliser leur transition énergétique pour diminuer leur dépendance aux énergies fossiles.

Les analystes en finance durable MAIF s'assurent que les risques liés à des controverses et le risque d'image des entreprises financées sont maîtrisés. Une veille quotidienne est menée sur le niveau de risque extra-financier de chaque entreprise du portefeuille géré en direct, notamment au regard des risques de controverse et d'image. Toute augmentation du risque extra-financier sur une entreprise est rapidement portée à la connaissance des équipes d'investissement MAIF et fait l'objet d'une analyse approfondie qui est susceptible de donner lieu à un *veto ISR* le cas échéant. Les *veto ISR* impliquent automatiquement une interdiction de réinvestir dans l'entreprise concernée et peuvent conduire à une décision de cession des titres détenus. En cas de désinvestissement, les équipes d'investissement MAIF procèdent systématiquement à une communication auprès de l'entreprise pour en expliquer les raisons.

En complément, le fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire investit dans des fonds composés d'actions d'entreprises cotées sur les marchés financiers. Ces fonds exercent leurs droits de vote conformément aux politiques de vote de chaque société de gestion. Aussi, MAIF VIE requiert que tous les fonds d'actions cotées dans lesquels elle investit lui communiquent, une fois par an, un rapport, évalué par les équipes internes de la direction des Investissements et des Placements, portant sur :

- la façon dont ces fonds ont exercé leur droit de vote en assemblée générale;
- les résolutions validées et refusées par le fonds.

Plus globalement, MAIF VIE interroge chaque année les sociétés de gestion auxquelles elle confie les investissements du fonds en euros du contrat PER Responsable et Solidaire sur leurs pratiques d'engagement pour chaque classe d'actifs.

Les résultats de la démarche d'engagement menée auprès des entreprises et de l'étude réalisée par MAIF VIE sur l'exercice des droits de vote des fonds d'actions cotées dans lesquels elle a investi sont présentés dans le rapport ESG et climat disponible sur la page entreprise.maif.fr/esg-climat.

I Informations relatives aux unités de compte

Les politiques d'engagement sont déterminées par les sociétés de gestion pour chaque unité de compte. Des informations complémentaires sont disponibles sur les pages internet mentionnées au sein du tableau en annexe.

INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉ

Aucun indice de référence n'a été désigné pour la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

ANNEXE

Code ISIN	Unité de compte	Société de gestion	Classification SFDR	Lien vers la documentation de l'unité de compte
FR0010177899	Choix Solidaire	Ecofi Investissements	8	https://www.ecofi.fr/fonds/choix-solidaire-c#documentation
LU1907594748	DNCA Invest-Beyond Alterosa	DNCA Finance	8	https://www.dnca-investments.com/fonds/dnca-invest-beyond-alterosa/parts/a-lu1907594748
FR0010611293	Echiquier ARTY SRI	La Financière de l'Echiquier	8	https://www.lfde.com/fr-fr/fonds/echiquier-arty-sri-a/
FR0010702084	Insertion Emplois Dynamique	Natixis Investment Managers International	9	https://www.mirova.com/fr/fonds/157/insertion-emplois-dynamique
FR0000287997	LBPAM ISR Obli Moyen Terme	La Banque Postale Asset Management	8	https://www.lbpam.com/fr/products/fr0010613356
FR0010703355	MAIF Actions Climat	BNP Paribas Asset Management	9	https://www.bnpparibas-am.com/fr-fr/investisseur-privé/fundsheet/actions/maif-actions-climat-p-c-fr0010703355/?tab=story
FR0000435455	MAIF Impact Social	OFI Asset Management	8	https://www.ofi-invest-am.com/fr/produit/maif-impact-social-parts-r/FR0000435455
FR0013511870	MAIF Rendement Vert	Eiffel Investment Group	9	https://admin.eiffel-ig.com/wp-content/uploads/Website-disclosure_Infrastructures_Article-9.pdf
LU0914734701	MIROVA Euro Green & Sustainable Bond	Natixis Investment Managers International	9	https://www.mirova.com/fr/fonds/3040/mirova-euro-green-sustainable-bond-fund
FR0011034735	Ostrum SRI Cash A1P1	Natixis Investment Managers International	8	https://www.ostrum.com/fr/fonds/1823/ostrum-sri-cash-a1p1
FR0014002MX7	PERIAL Euro Carbone	PERIAL Asset Management	9	https://www.perial.com/documentation
FR0013529252	Sextant France Engagement	Amiral Gestion	8	https://www.amiralgestion.com/fr/sextant-france-engagement
LU2331773858	Sycomore Sustainable Tech	Sycomore Asset Management	9	https://fr.sycomore-am.com/fonds/40/sfs-sycomore-sustainable-tech/125#documentation
LU0278271951	Triodos Global Equities Impact Fund	Triodos Investment Management	9	https://www.triodos-im.com/funds/individual/fr

Le contrat collectif PER Responsable et Solidaire a été souscrit par le GERP Futurs Solidaires auprès de MAIF VIE, filiale assurance vie de MAIF. Ce contrat, conçu et géré par MAIF VIE, est proposé par MAIF et MAIF SOLUTIONS FINANCIÈRES.

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9.

MAIF VIE - Société anonyme au capital de 122 000 000 € - RCS Niort 330 432 782 - CS 90000 - 79029 Niort cedex 9.
Entreprises régies par le Code des assurances.

MAIF SOLUTIONS FINANCIÈRES - Société par actions simplifiée au capital de 3 465 134 € - RCS Niort 350 218 467 - 100 avenue Salvador Allende - CS 90000 79038 Niort Cedex 9. Intermédiaire en opérations d'assurance, intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement, conseiller en investissements financiers enregistré auprès de la CNCF et inscrit au registre unique sous le n° 07031206 (www.orias.fr). Titulaire de la carte T n° CPI 7901 2016 000 005 310 délivrée par la CCI des Deux-Sèvres et exerçant sous le contrôle de l'ACPR - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 9.

GERP FUTURS SOLIDAIRES (Groupement d'Épargne Retraite Populaire) - CS 90000 - 79029 Niort cedex 9.

02/2024 - Conception et réalisation : Studio de création MAIF.

RSFDR21Fr